

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/PET.10/60
8 janvier 1970
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION DU CONGRES DE LA MICRONESIE CONCERNANT LE TERRITOIRE
SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

(Distribuée conformément au paragraphe 1 de l'article 85 du règlement intérieur
du Conseil de tutelle)

CONGRES DE LA MICRONESIE

CAPITOL HILL

SAIPAN

ILES MARIANES

96950

Le 4 novembre 1969

Le Président du Conseil de tutelle de
l'Organisation des Nations Unies
Nations Unies
New York, New York

Monsieur le Président,

J'ai le grand plaisir et l'honneur de vous envoyer une copie d'une pétition
rédigée et signée par les propriétaires du sol de l'île Moen (district de Truk),
dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Les terres en question ont été longtemps un sujet de controverse et le
Congrès de la Micronésie a demandé à l'Administration du Territoire sous tutelle
de rouvrir les négociations, sans obtenir de réponse favorable. L'Administration
a répondu à deux résolutions du Congrès en déclarant qu'elle était parvenue à la
conclusion que l'affaire était réglée et que les transactions étaient terminées.

Etant donné que le concept de "droit d'utilisation illimitée" n'a pas été
suffisamment expliqué aux propriétaires terriens, que la langue des habitants de
Truk ne possède, en fait, aucun équivalent exact pour le mot "perpétuel", et que

l'aliénation de la terre pour une période indéterminée était presque inconnue à Truk dans les années 50, les signataires des accords n'ont pas compris qu'ils seraient privés de leurs terres pour une longue période de temps, dont seul le gouvernement pouvait déterminer la durée.

On peut faire valoir qu'il est impossible aujourd'hui de savoir exactement quelle était l'attitude des propriétaires terriens à l'époque où ils ont signé ces "accords", en 1956, et comment ils les comprenaient. Mais une question plus essentielle demeure : toute puissance administrante a l'obligation d'agir, en toute circonstance, au mieux des intérêts du territoire dont elle a la tutelle, ne lui cachant rien, lui indiquant la valeur des différentes solutions possibles et sauvegardant ses intérêts par tous les moyens. Cette obligation morale et juridique qui incombe à la puissance administrante est, bien entendu, particulièrement importante quand les intérêts de celle-ci sont opposés dans une certaine mesure à ceux du territoire sous tutelle, comme c'est le cas dans la transaction effectuée en 1956. Les habitants de Truk qui ont signé l'accord ne l'ont fait que parce qu'ils étaient certains que le gouvernement, dans l'exercice des fonctions juridiques qui lui incombait en tant que tuteur, ne pouvait pas leur suggérer de solution contraire à leurs intérêts.

Je pense que les représentants du gouvernement ont été amenés à agir à la hâte dans leur désir de conclure des accords qu'ils estimaient servir au mieux les intérêts de la communauté tout entière. La bonne foi des agents de la puissance administrante n'excuse pas le fait qu'ils aient négligé de remplir l'obligation qui leur incombait. J'estime que, en vertu de ces obligations, le gouvernement a le devoir de réparer les torts causés par la procédure irrégulière qu'il a suivie en concluant les accords sur l'utilisation illimitée des terres, et je ne peux que désapprouver l'attitude du gouvernement du territoire sous tutelle.

En conclusion, j'espère que vous voudrez bien examiner favorablement ce problème et que vous parviendrez à une solution satisfaisante. Nous espérons que

vous partagerez l'inquiétude et l'émotion que nous inspire le rôle joué par le Gouvernement du territoire sous tutelle dans l'acquisition de nos terres.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

(Signé) Sasao Haruo
Représentant, Congrès de la Micronésie

Pièce jointe

PETITION

Nous, soussignés, citoyens du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et résidents de Moen, district de Truk, adressons ici une pétition à M. Walter J. Hickel, secrétaire du Ministère de l'intérieur, pour lui demander conseil et assistance au sujet de nos terres qui ont été prises par le gouvernement du Territoire sous tutelle. Nous présentons cette pétition comme un dernier recours, car nos tentatives précédentes pour résoudre notre problème par des entrevues personnelles, par des lettres, par l'intermédiaire de la législature du district de Truk et du Congrès de la Micronésie ont toutes échoué.

A partir de 1956, le gouvernement du Territoire sous tutelle a ouvert des négociations pour obtenir les terres où sont maintenant situés les bâtiments actuels de l'administration. Après une série de réunions avec les représentants du gouvernement du Territoire sous tutelle, les propriétaires terriens soussignés ont élaboré, individuellement et collectivement, certains documents intitulés "Accords relatifs au droit d'utilisation illimitée", dont beaucoup d'entre nous savaient très peu de chose et encore moins ce qu'il en résulterait pour nos terres. A l'époque où les accords ont été signés, la notion d'aliénation des terres pour une période indéterminée (qui constitue l'essence même des accords et en fait partie intégrante) était virtuellement inconnue dans le district de Truk et aurait dû être soigneusement et clairement expliquée pour être bien comprise. Malheureusement, la nature des accords n'a pas été soigneusement expliquée et ces accords n'ont pas été présentés dès le début, oralement ou par écrit, de manière à être bien compris par les propriétaires terriens. Bien que certains représentants du gouvernement du Territoire sous tutelle assurent que des débats ont été organisés avec certains propriétaires du Truk pour leur expliquer la notion d'"utilisation illimitée" ainsi que les termes et les conditions de l'accord, rien ne prouve que les dirigeants aient bien compris cette notion. Ainsi, contrairement à la thèse du gouvernement du Territoire sous tutelle qui affirme que les accords ont été appliqués équitablement, que ceux qui les ont signés en ont parfaitement compris les termes et les ont conclus en toute connaissance de cause, et que, par ces accords, le gouvernement a acquis légalement le droit d'utilisation illimitée des terres

appartenant aux signataires, nous estimons que les accords que nous avons conclus sont des accords iniques. Les accords en question n'ont pas été négociés au mieux de nos intérêts, et nous n'avons pas bien compris que nous devions être privés de la possession de nos terres pour une longue période, dont seul le gouvernement du Territoire sous tutelle pouvait fixer la durée. En bref, il n'y a eu aucune discussion ni aucune explication qui aurait pu nous permettre de comprendre en quoi consistaient exactement les accords proposés.

Si on nous avait donné par écrit une traduction des accords dans notre langue, le défaut de la transaction aurait pu être corrigé. Presque tous les accords sur les terres actuellement appliqués par le gouvernement du Territoire sous tutelle ont été signés en 1956 et 1957. Aucun de ces accords n'a été traduit par écrit dans notre langue. Ainsi, tous ceux d'entre nous qui ont signé des accords en 1956 et en 1957 ont signé des documents écrits en anglais, qu'ils ne pouvaient pas lire. Nous estimons donc que de tels accords, selon toutes les normes juridiques, sont nuls et nonavenus. On pourrait accorder quelque valeur à ces accords en alléguant que plusieurs d'entre nous ont signé des papiers déclarant que les accords avaient été traduits oralement à chacun d'entre nous dans notre langue. On ne saurait, toutefois, accorder beaucoup de valeur à une traduction orale. La plupart des traducteurs, à cette époque, n'avaient qu'une connaissance très limitée de la langue anglaise et ne comprenaient pratiquement pas la terminologie juridique des pays anglo-saxons. Ils ne pouvaient donc pas bien comprendre les termes des accords et ils ne pouvaient, par conséquent, nous en indiquer clairement la signification. Dans ces circonstances, il nous est difficile de comprendre pourquoi le gouvernement a refusé avec persistance de renégocier les termes et les conditions concernant l'utilisation de nos terres.

Ceux d'entre nous qui ont signé les accords en 1958 ont suivi pratiquement le même processus, à cette différence qu'on leur a donné une version des accords écrite dans leur langue. La version des accords en langue autochtone aurait pu compenser l'absence d'explications et le manque de précision de la traduction orale, mais on a trouvé que la traduction ne correspondait pas, sur certains points, à la version anglaise des accords. La version des accords écrite en langue autochtone

était presque inintelligible pour les lecteurs, sans même parler de mots aussi importants que "perpétuel". Il nous paraît donc que, selon tous les critères, la traduction écrite était très mauvaise et peu sûre.

Il y a un autre facteur qui semble encore démentir la thèse du gouvernement selon laquelle les signataires comprenaient parfaitement les termes de l'accord : c'est qu'il n'y a, en fait, aucun mot dans la langue des habitants de Truk qui corresponde au mot "illimité". Le mot qui s'en rapproche le plus dans la langue autochtone implique une période de temps relativement définie. Ainsi, si le gouvernement a pu estimer que ses explications et ses traductions nous faisaient parfaitement comprendre le sens anglo-saxon du mot "illimité", nous n'avons entendu, en fait, qu'une traduction très approximative dans notre langue et nous n'avons pas compris, par conséquent, que nous accordions au gouvernement le droit d'utiliser nos terres pour ce qu'on appelle, en anglais, une période "illimitée".

A l'époque où les accords ont été conclus, nous avons cru comprendre que le gouvernement du Territoire sous tutelle ne serait autorisé à utiliser nos terres que pour une période de durée déterminée et que nous recevriions un premier paiement important, suivi de paiements plus petits versés chaque année jusqu'à l'expiration du contrat. Tous les accords indiquaient la date à laquelle l'accord entrerait en vigueur ainsi que la date à laquelle les derniers paiements seraient faits. Le fait que le gouvernement ne nous ait pas fait comprendre la notion de "droit d'utilisation illimitée", l'insuffisance de la traduction orale et l'absence dans notre langue de terme équivalant au terme anglais "illimité", ainsi que l'établissement d'échéances précises pour les paiements, nous ont fait croire que les accords que nous étions en train de conclure autorisaient le gouvernement du Territoire sous tutelle à utiliser notre terre pour un nombre d'années déterminé et que nous recevriions un paiement jusqu'à l'expiration du contrat. Ceux d'entre nous qui ont signé les accords de 1956 et de 1957 pensaient que la durée de l'utilisation des terres devait être de cinq ans, puisqu'aux termes de l'accord, les paiements devaient s'échelonner sur cette période.

Nous estimons depuis longtemps que l'utilisation des terres par le gouvernement au-delà de cette période de cinq ans constitue une violation de notre droit de

propriété sur nos terres. Ceux d'entre nous qui ont signé l'accord de 1958 sont dans une position quelque peu différente, car la date du paiement définitif a été fixée dans nos accords à 1972, ce qui équivaut à un contrat de quatorze ans. Le fait que le contrat n'a pas encore pris fin ne modifie pas, bien entendu, notre conviction que les accords que nous avons signés sont sans valeur et doivent être renégociés ou annulés.

L'allégation du gouvernement selon laquelle l'accord a été conclu équitablement est également démentie par le fait que le gouvernement, dans sa hâte d'achever les transactions, a eu recours à un moyen de persuasion inhabituel. Au moment de signer les accords, le gouvernement a posé l'argent sur une table et les accords sur une table voisine, de manière à ce que l'argent puisse être mis entre les mains du propriétaire au moment même où il signerait l'accord. Cette tactique, que le Micronesian Reporter de cette époque appelle "le gros pourboire", semble indiquer que les représentants du gouvernement étaient extrêmement désireux d'obtenir la signature de ces accords sans nous laisser le temps de procéder à un examen plus poussé ou à des consultations. Un moyen de persuasion aussi incroyable ressemble à ceux qu'utilisent les vendeurs de bas étage et va à l'encontre de toute notion de justice.

En considérant l'ensemble du processus qui a abouti à la signature des "accords relatifs au droit d'utilisation illimitée", nous estimons que le gouvernement du Territoire sous tutelle n'a pas rempli son devoir en tant que tuteur dans les transactions. Le devoir de tout tuteur est d'agir en toute occasion au mieux des intérêts de celui dont il a la tutelle, ne lui cachant rien, le conseillant sur les diverses possibilités qui s'offrent à lui et sauvegardant ses intérêts par tous les moyens. Cette obligation morale et juridique du tuteur est, bien entendu, particulièrement importante lorsque les intérêts du tuteur sont opposés dans une certaine mesure aux intérêts de celui dont il a la tutelle, comme c'était le cas dans les transactions en question. Dans ces transactions, certains points n'ont pas été révélés ou sont restés obscurs, et l'Autorité administrante, semblait chercher essentiellement à obtenir la conclusion des accords, sans se soucier de sauvegarder les intérêts du territoire sous tutelle. Beaucoup d'entre nous ont

signé ces accords parce qu'ils pensaient que le gouvernement, dans son rôle de tuteur, ne nous suggérerait aucune solution qui puisse être en quoi que ce soit contraire à nos intérêts.

Nous ne pensons pas, comme l'ont prétendu certaines personnes au courant des circonstances, que le gouvernement ait agi de mauvaise foi dans ces transactions. Nous pensons, au contraire, que les représentants du gouvernement ont été amenés à agir trop hâtivement dans leur désir de conclure des accords qu'ils estimaient servir les intérêts de la communauté tout entière. Néanmoins, la bonne foi des agents de l'organisme chargé de la tutelle ne les excuse pas d'avoir négligé les obligations qui leur incombent. Nous estimons donc que, conformément à ces obligations, le gouvernement du Territoire sous tutelle a le devoir de faire réparation pour la procédure irrégulière qu'il a suivie en concluant les accords relatifs au droit d'utilisation illimitée.

Nous avons cherché à résoudre ce problème en faisant appel au gouvernement du Territoire sous tutelle par l'intermédiaire de notre législature de district et du Congrès de la Micronésie. Mais le gouvernement du Territoire sous tutelle n'a pas cru devoir prendre de mesures positives pour remédier à la situation. Il a répondu à une résolution de la législature de district et à deux résolutions du Congrès de la Micronésie de la même façon, déclarant qu'il avait fait une enquête sur la question et qu'il était parvenu à la conclusion que les accords avaient été conclus en bonne et due forme et que le gouvernement avait acheté équitablement le droit d'utiliser indéfiniment notre terre. Nous en avons conclu que tout nouvel appel au gouvernement du Territoire sous tutelle serait vain.

Pour les nombreuses raisons indiquées plus haut, nous vous prions respectueusement d'étudier soigneusement la situation. Nous sommes certains que vous penserez comme nous que les accords en question sont nuls. Il y a deux solutions possibles : vous pouvez annuler les accords et nous rendre le droit exclusif d'utilisation de

nos terres. Nous serions ainsi propriétaires de nos terres, au sens véritable du mot. Si le gouvernement voulait utiliser nos terres, il pourrait entrer en rapport avec nous pour négocier sur une base plus favorable à nos intérêts et parvenir à un accord rationnel et équitable. L'autre solution consisterait à renégocier les termes de l'accord, notamment en ce qui concerne le montant en dollars et la durée de l'accord, de manière à ce que les termes de l'accord soient en rapport avec la valeur unique que présente à l'heure actuelle le droit d'utiliser nos terres. Cette deuxième solution n'est qu'une solution de remplacement, mais elle permettrait au gouvernement de poursuivre ses opérations sur les terres qu'il utilise actuellement pendant que les termes des accords seront renégociés.

Veuillez agréer, etc.

(Signé)	Kior	(Signé)	Kio
"	Teruko	"	Einat/Simiko
"	Katim	"	Osiena pour Sim
"	Pinais		Neiputa (<u>non signé</u>)
"	Machko	"	Horis
"	N. Antonio pour Tikit	"	Nasepari
	Kusto (<u>non signé</u>)	"	Ria
"	Mesetong	"	A.K.A. pour Fining
"	Teruo	"	Nupich
"	Bimen	"	Usitian pour Pisi
"	Elimina pour Kinara		Nounapun (<u>non signé</u>)
"	Chomar	"	Mary pour Rota
"	Ludwig	"	Misauo
"	Takano	"	Kuni
"	Rotuk		Albert (<u>non signé</u>)
"	Yrosi	"	Raisi
	Asauo (<u>non signé</u>)	"	Chipenong
"	Rosina	"	Kolang
"	Nokea	"	Illisible pour Osame
"	Nifous	"	Nupu pour Kuchun
"	Akaisuk	"	Sangau
"	Ichiro	"	Tinopen
"	Neten		Pili (<u>non signé</u>)
"	Kanekek	"	Daniel Niki pour Tanien
"	Antonio	"	Konan pour Nipier
"	Stifen	"	Kanwin
"	Niku	"	Rochon
"	Chipun	"	Illisible pour Nisaraka Asauo
	Otto (<u>non signé</u>)	"	Simi
"	Yosita		Ekichi (<u>non signé</u>)
"	E.P.C.N. pour Souas		Finipi (<u>non signé</u>)

(Signé) Merienis pour Pilais Merienis
" Nuter
" Erena pour Kasi/Erena
" Chieko Ifraim
" Peti
" Tosiko
" Epen
" Kyinino Ningu pour Kamisa
" Nimuk
" Murin
" Kristy K.
" Aiten
" Kipuan
" Kachuo
" Nuku pour Eter
" Kas
" Chocho
" Illisible pour Tiu
Ari (non signé)
" Taso

(Signé) Sesi R.
" Konotei
" Ierew
" Fichita
Pour Aroroch (non signé)
" Erisa
" Illisible pour Osei
" N. Ilol pour Kinara
" Michiko
" Keke
" Illisible pour Sitam
" Michi (non signé)
" Illisible pour Fitek
" Nitosi
" Sargau pour Net
" Stifen
" Petenina
" Kap
" Soulang
